

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/44650]

10 MARS 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant la procédure d'autorisation d'expérimentations et de projets pilotes employant des systèmes innovants en navigation intérieure prévue à l'article 17^{undecies} de la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des bâtiments de navigation

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des bâtiments de navigation, l'article 17^{undecies}, § 4, inséré par le décret du 20 janvier 2022 ;

Vu le rapport du 27 juillet 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 août 2022 ;

Vu la concertation avec les Gouvernements et l'Autorité fédérale en application de l'article 6, § 3^{bis}, 6°, de la loi spéciale de réformes institutionnelle du 8 août 1980, qui a eu lieu le 30 novembre 2022 ;

Considérant l'avis du pôle mobilité, donné le 23 novembre 2022 ;

Vu l'avis 72.912/4 du Conseil d'État, donné le 8 février 2023, en application de l'article 84 § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Les définitions et le champ d'application

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le Ministre : le Ministre du Gouvernement wallon ayant les voies hydrauliques dans ses attributions et désigné comme l'autorité compétente visée à l'article 17^{undecies}, § 1^{er}, de la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des bâtiments de navigation ;

2° l'administration : l'entité qui a les voies hydrauliques dans ses attributions au sein du Service public de Wallonie ;

3° le directeur général : le directeur général de l'administration ;

4° le porteur de projet : toute personne physique ou morale qui introduit une demande d'autorisation d'expérimentations ou de projets pilotes ;

5° l'expérimentation ou le projet pilote : l'expérimentation ou le projet pilote utilisant un ou plusieurs systèmes innovants en navigation intérieure, c'est-à-dire, ayant pour objectif de tester un bateau, doté de technologies qui ne sont pas encore couvertes par les règles de navigation, les règles d'équipage, les prescriptions techniques ou les règles de police ou qui déroge à ces règles afin de pouvoir naviguer ;

6° le concept d'exploitation : le dossier ayant pour objectif d'expliquer l'expérimentation ou le projet pilote et comprenant au moins les éléments énoncés à l'article 17^{undecies}, § 2, de la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des bâtiments de navigation.

Art. 2. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à l'ensemble des voies hydrauliques reprises dans le domaine public régional des voies hydrauliques au sens de l'article 2 du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques.

CHAPITRE 2. — La procédure d'autorisation d'une expérimentation ou d'un projet pilote utilisant des systèmes innovants en navigation intérieure

Art. 3. Le porteur de projet qui souhaite obtenir une autorisation pour mener une expérimentation ou un projet pilote transmet le concept d'exploitation à l'administration.

Art. 4. Le comité d'évaluation est chargé d'analyser le concept d'exploitation. Il peut demander au porteur de projet toutes les pièces qu'il juge nécessaires afin de procéder à cette analyse.

Le comité d'évaluation est chargé de transmettre au Ministre le rapport d'analyse du concept d'exploitation de l'expérimentation ou du projet pilote.

Art. 5. § 1^{er}. Le comité d'évaluation est composé de membres de l'administration. Le comité d'évaluation est assisté de tout expert externe à l'administration qui dispose de connaissances spécifiques, en fonction de l'expérimentation ou du projet pilote pour lequel une demande d'autorisation est introduite.

§ 2. Le comité d'évaluation comprend un président et les inspecteurs généraux de l'administration, ou à défaut, les délégués qu'ils désignent :

1° du département ayant les compétences relatives à la vision globale de la mobilité et de son évolution ;

2° du département ayant les compétences en matière de délivrance de certificats techniques des bateaux, de qualifications professionnelles en navigation intérieure et disposant de connaissances en matière de réglementation applicable sur les voies navigables intérieures ;

3° du département ayant les compétences en matière d'exploitation des voies navigables ;

4° des départements territoriaux ayant les compétences en matière de gestion des voies navigables, en fonction des voies navigables concernées par l'expérimentation ou le projet pilote ;

5° du département ayant les compétences en matière de navigation, d'hydrologie et d'environnement.

Art. 6. § 1^{er}. Le Ministre peut, sur la base du rapport d'analyse du concept d'exploitation transmis par le comité d'évaluation, donner son accord pour le lancement de l'expérimentation ou du projet pilote.

Un accord d'expérimentation comprenant les informations relatives à l'expérimentation ou au projet pilote et fixant les conditions relatives au lancement de cette expérimentation ou de ce projet pilote est conclu entre le Ministre et le porteur de projet.

Si l'expérimentation ou le projet pilote comporte plusieurs phases, l'accord d'expérimentation comprend l'ensemble des phases.

§ 2. Les modalités pratiques de la tenue des essais et de la suite de la procédure sont déterminées par le directeur général, sur avis du comité d'évaluation. Le comité d'évaluation peut assister aux essais ou aux tests réalisés par le porteur de projet.

Art. 7. Lorsque l'accord d'expérimentation est conclu, le directeur général donne une autorisation au porteur de projet pour lancer la première phase de l'expérimentation ou du projet pilote.

L'autorisation du directeur général est accordée avant le lancement de chaque phase, si le projet comporte plusieurs phases, et pour une durée maximale d'un an. L'autorisation est accordée sur la base du rapport visé à l'article 8.

Art. 8. Au terme de chaque phase, un rapport est rédigé par le porteur de projet. Ce rapport comprend une description des différents essais ou des tests réalisés, des problèmes rencontrés lors de la tenue de ces essais ou de ces tests et la manière dont ils ont été résolus.

Art. 9. Le directeur général peut, sur avis du comité d'évaluation, décider d'interrompre l'expérimentation ou le projet pilote s'il estime que la sécurité n'est pas garantie.

Art. 10. Au terme de la période d'autorisation ou de chaque phase d'expérimentation ou de projet pilote ou lorsque l'expérimentation ou le projet pilote est terminé, un rapport complet est rédigé par le porteur de projet et transmis au comité d'évaluation pour validation. Le comité d'évaluation analyse et transmet ce rapport au Ministre.

Art. 11. L'autorisation visée à l'article 7 peut être renouvelée, sans que la durée de validité totale de celle-ci soit supérieure à cinq ans.

Si, après cinq ans, le porteur de projet souhaite obtenir une nouvelle autorisation, il introduit un concept d'exploitation auprès de l'administration.

CHAPITRE 3. — *Les dispositions finales*

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 10 mars 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
P. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2023/44650]

10. MÄRZ 2023 — Erlass der wallonischen Regierung zur Festlegung des Verfahrens für die Genehmigung von Experimenten und Pilotprojekten, bei denen innovative Systeme in der Binnenschifffahrt eingesetzt werden, gemäß Artikel 17^{undecies} des Gesetzes vom 5. Juni 1972 über die Sicherheit der Schiffe

Die wallonische Regierung beschließt

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Juni 1972 über die Sicherheit der Schiffe, Artikel 17^{undecies}, § 4, eingefügt durch das Dekret vom 20. Januar 2022;

Aufgrund des am 27. Juli 2022 in Übereinstimmung mit Artikel 3, 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund der am 25. August 2022 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund der Konzertierung mit den Regierungen und der Bundesbehörde in Anwendung von Artikel 6, § 3^{bis}, 6° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, welche am 30. November 2022 stattfand,

In Erwägung der am 23. November 2023 abgegebenen Stellungnahme des Pools „Mobilität“;

Aufgrund der am 8. Februar 2023 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Stellungnahme des Staatsrats Nr. 72.912/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität;

Und nach Beratung

Folgendes:

KAPITEL 1. — *Definitionen und Anwendungsbereich*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° der Minister: der Minister der wallonischen Regierung, in dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserstraßen fallen und der als zuständige Behörde gemäß Artikel 17^{undecies}, § 1 des Gesetzes vom 5. Juni 1972 über die Sicherheit der Schiffe bestimmt ist;

2° die Verwaltung: die Einheit, in deren Zuständigkeitsbereich innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie die Wasserstraßen fallen;

3° der Generaldirektor: der Generaldirektor der Verwaltung;

4° der Projektträger: jede natürliche oder juristische Person, die einen Antrag auf Genehmigung von Experimenten oder Pilotprojekten einbringt;

5° das Experiment oder Pilotprojekt: das Experiment oder Pilotprojekt, bei welchem ein oder mehrere innovative Systeme in der Binnenschifffahrt eingesetzt werden, das heißt, deren Ziel es ist, ein Schiff zu testen, das mit Technologien ausgestattet ist, die noch nicht von den Regeln der Schifffahrt, Regeln für die Besatzung, von technischen Vorschriften oder von zwingenden Regeln erfasst sind oder die von diesen Regeln abweichen, um fahren zu dürfen;

6° das Betriebskonzept: die Akte, deren Ziel es ist, das Experiment oder das Pilotprojekt zu erklären und die zumindest die Elemente beinhaltet, die in Artikel 17^{undecies}, § 2 des Gesetzes vom 5. Juni 1972 über die Sicherheit der Schiffe angeführt sind.

Art. 2 - Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses gelten für alle Wasserstraßen, die in das regionale öffentliche Eigentum der Wasserstraßen im Sinne von Artikel 2 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes aufgenommen wurden.

KAPITEL 2. — *Das Genehmigungsverfahren für ein Experiment oder ein Pilotprojekt, bei dem innovative Systeme in der Binnenschifffahrt eingesetzt werden*

Art. 3 - Ein Projektträger, der eine Genehmigung erhalten möchte, um ein Experiment oder ein Pilotprojekt durchzuführen, übermittelt das Betriebskonzept an die Verwaltung.

Art. 4 - Der Bewertungsausschuss hat die Aufgabe, das Betriebskonzept zu analysieren. Er kann vom Projektträger alle Nachweise anfordern, die er als erforderlich betrachtet, um diese Analyse durchzuführen.

Der Bewertungsausschuss hat die Aufgabe, dem Minister den Analysebericht zum Betriebskonzept des Experiments oder des Pilotprojekts zu übermitteln.

Art. 5 - § 1. Der Bewertungsausschuss besteht aus Mitgliedern der Verwaltung. Der Bewertungsausschuss wird von jeglichem nicht der Verwaltung angehörenden Sachverständigen unterstützt, der über spezifische Kenntnisse verfügt – je nach Experiment oder Pilotprojekt, für welches ein Genehmigungsantrag eingereicht wird.

§ 2. Der Bewertungsausschuss umfasst einen Vorsitzenden und Generalinspektoren der Verwaltung oder andernfalls von diesen bestimmte Vertreter:

1° der Abteilung mit Zuständigkeiten in Bezug auf die globale Vision der Mobilität und ihrer Entwicklung

2° der Abteilung mit Zuständigkeiten im Bereich Ausstellung von technischen Zertifikaten für Schiffe, mit professionellen Qualifikationen im Bereich Binnenschifffahrt und mit Kenntnissen im Bereich der für Binnenwasserstraßen geltenden Gesetzgebung

3° der Abteilung mit Zuständigkeiten im Bereich der Nutzung von schiffbaren Wasserstraßen

4° der territorialen Abteilungen mit Kompetenzen im Bereich der Verwaltung schiffbarer Wasserstraßen, je nach den von den Experimenten oder dem Pilotprojekt betroffenen Wasserstraßen

5° der Abteilung mit Kompetenzen im Bereich Schifffahrt, Hydrologie und Umwelt

Art. 6 - § 1. Der Minister kann auf Grundlage des Analyseberichts zum Betriebskonzept, das vom Bewertungsausschuss übermittelt wurde, seine Zustimmung für den Beginn der Experimente oder des Pilotprojekts erteilen.

Eine Vereinbarung zum Experiment, welche Informationen zum Experiment oder zum Pilotprojekt beinhaltet und die Bedingungen für den Beginn dieses Experiments oder dieses Pilotprojekts festlegt, wird zwischen dem Minister und dem Projektträger abgeschlossen.

Wenn das Experiment oder das Pilotprojekt mehrere Phasen umfasst, bezieht sich die Vereinbarung zum Experiment auf alle Phasen.

§ 2. Die praktischen Modalitäten der Abhaltung der Versuche und des weiteren Verlaufs des Verfahrens werden vom Generaldirektor nach Stellungnahme des Bewertungsausschusses festgelegt. Der Bewertungsausschuss kann den vom Projektträger durchgeführten Versuchen oder Tests beiwohnen.

Art. 7 - Wenn die Vereinbarung zum Experiment abgeschlossen ist, erteilt der Generaldirektor dem Projektträger eine Genehmigung für den Beginn der ersten Phase des Experiments oder des Pilotprojekts.

Die Genehmigung des Generaldirektors wird vor dem Beginn jeder Phase erteilt, wenn das Projekt mehrere Phasen umfasst. Zudem erfolgt die Erteilung der Genehmigung für höchstens ein Jahr. Die Genehmigung wird auf Grundlage des in Artikel 8 vorgesehenen Berichts gewährt.

Art. 8 - Am Ende jeder Phase erstellt der Projektträger einen Bericht. Dieser Bericht umfasst eine Beschreibung der verschiedenen durchgeführten Versuche oder Tests, der bei der Abhaltung dieser Versuche oder Tests aufgetretenen Probleme sowie die Art und Weise, wie diese gelöst wurden.

Art. 9 - Der Generaldirektor kann nach Stellungnahme des Bewertungsausschusses entscheiden, das Experiment oder das Pilotprojekt abzubrechen, falls er der Ansicht ist, dass die Sicherheit nicht gewährleistet ist.

Art. 10 - Am Ende des Genehmigungszeitraums oder jeder Phase des Experiments oder des Pilotprojekts oder wenn das Experiment oder das Pilotprojekt abgeschlossen ist, erstellt der Projektträger einen vollständigen Bericht und übermittelt ihn zur Bestätigung an den Bewertungsausschuss. Der Bewertungsausschuss analysiert und übermittelt diesen Bericht an den Minister.

Art. 11 - Die in Artikel 7 vorgesehene Genehmigung kann verlängert werden, wobei die gesamte Gültigkeitsdauer dieser Genehmigung nicht mehr als fünf Jahre betragen kann.

Wenn der Projektträger nach fünf Jahren eine neue Genehmigung erhalten möchte, reicht er bei der Verwaltung ein Betriebskonzept ein.

KAPITEL 3. — *Schlussbestimmungen*

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des Monats, der auf den Monat der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt, in Kraft.

Namur, am 10. März 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastruktur

P. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2023/44650]

10 MAART 2023. — **Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de procedure voor de machtiging van experimentaties en pilootprojecten waarbij op de binnenwateren innoverende systemen worden gebruikt als bepaald in artikel 17undecies van de wet van 5 juni 1972 op de veiligheid van de vaartuigen**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 5 juni 1972 op de veiligheid van de vaartuigen, artikel 17undecies, § 4, ingevoegd bij het decreet van 20 januari 2022;

Gelet op het rapport van 27 juli 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2° van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 augustus 2022;

Gelet op het overleg met de federale overheid in toepassing van artikel 6, § 3bis, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, dat op 30 november 2022 plaatsgevonden heeft;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Mobiliteit", gegeven op 23 november 2022;

Gelet op het advies nr. 72.912/4 van de Raad van State, gegeven op 8 februari 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de Minister: de Minister van de Waalse Regering bevoegd voor de waterwegen en als bevoegde overheid aangewezen als bedoeld in artikel 17undecies, § 1, van de wet van 5 juni 1972 op de veiligheid van de vaartuigen;

2° de administratie: de entiteit bevoegd voor de waterwegen in de Waalse Overheidsdienst;

3° de directeur-generaal: de directeur-generaal van de administratie;

4° de projecteigenaar: iedere natuurlijke of rechtspersoon die een aanvraag indient voor de machtiging van experimentaties en pilootprojecten;

5° de experimentatie of het pilootproject: de experimentatie of het pilootproject onder gebruikmaking van een of meer innoverende systemen in de binnenvaart, d.w.z. met het doel een schip te testen dat is uitgerust met technologieën die nog niet onder het vaarreglement, de voorschriften inzake bemanning, de technische voorschriften of de politievoorschriften vallen of die van deze voorschriften afwijken om te kunnen varen;

6° het exploitatieconcept: het dossier dat tot doel heeft het experiment of pilootproject toe te lichten en dat ten minste de elementen vermeld in artikel 17undecies, § 2, van de wet van 5 juni 1972 betreffende de veiligheid van de vaartuigen bevat.

Art. 2. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op alle waterwegen die deel uitmaken van het gewestelijk openbaar domein van de waterwegen in de zin van artikel 2 van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein.

HOOFDSTUK 2. — *De procedure voor de machtiging van een experimentatie of een pilootproject waarbij innoverende systemen in de binnenvaart worden gebruikt*

Art. 3. De projecteigenaar die een machtiging voor een experimentatie of een pilootproject wil verkrijgen, moet het exploitatieconcept aan de administratie voorleggen.

Art. 4. Het evaluatiecomité is verantwoordelijk voor de analyse van het exploitatieconcept. Genoemd comité kan de projecteigenaar verzoeken om alle documenten die nodig geacht worden om deze analyse uit te voeren.

Het evaluatiecomité moet de Minister het verslag toezenden waarin het exploitatieconcept van de experimentatie of het pilootproject wordt geanalyseerd.

Art. 5. § 1. Het evaluatiecomité bestaat uit leden van de administratie. Het evaluatiecomité wordt bijgestaan door een deskundige van buiten de administratie die over specifieke kennis beschikt, afhankelijk van de experimentatie of het pilootproject waarvoor een machtiging wordt aangevraagd.

§ 2. Het evaluatiecomité bestaat uit een voorzitter en de inspecteurs-generaal van de administratie, of bij ontstentenis, uit hen aangewezen afgevaardigden:

1° van het departement bevoegd voor de globale visie op mobiliteit en de evolutie ervan;

- 2° van het departement bevoegd op het gebied van de afgifte van technische scheepscertificaten, met beroepskwalificaties op het gebied van de binnenvaart en met kennis van de reglementering voor de binnenvaart;
- 3° van het departement met bevoegdheden op het gebied van de exploitatie van waterwegen;
- 4° van de territoriale departementen bevoegd op het gebied van waterwegbeheer, afhankelijk van de waterwegen waarop de experimentatie of het pilootproject betrekking heeft;
- 5° van het departement bevoegd op het gebied van scheepvaart, hydrologie en leefmilieu.

Art. 6. § 1. De Minister kan, op basis van het door de evaluatiecommissie ingediende analyseverslag ,over het exploitatieconcept instemmen met de opstart van de experimentatie of het pilootproject.

Tussen de Minister en de projectleider wordt een experimentatieovereenkomst gesloten met informatie over de experimentatie of het pilootproject en met de voorwaarden voor de opstart van de experimentatie of het pilootproject.

Indien de experimentatie of het pilootproject uit verschillende fasen bestaat, omvat de experimentatieovereenkomst de gezamenlijke fasen.

§ 2. De praktische regels voor het verloop van de proeven en de verdere procedure worden vastgesteld door de directeur-generaal, op advies van het evaluatiecomité. Het evaluatiecomité kan aanwezig zijn bij de door de projectleider uitgevoerde proeven of tests.

Art. 7. Wanneer de experimentatieovereenkomst is gesloten, geeft de directeur-generaal toestemming aan de projectleider om de eerste fase van de experimentatie of het pilootproject op te starten.

De machtiging van de directeur-generaal wordt verleend vóór de aanvang van elke fase, indien het project uit verschillende fasen bestaat, en voor ten hoogste één jaar. De machtiging wordt verleend op basis van het in artikel 8 bedoelde verslag.

Art. 8. Aan het eind van elke fase wordt een verslag opgesteld door de projectdrager. Dit verslag bevat een beschrijving van de afzonderlijke uitgevoerde tests of proeven, de bij de uitvoering van de tests of proeven ondervonden problemen en de wijze waarop deze zijn opgelost.

Art. 9. De directeur-generaal kan, op advies van het evaluatiecomité, besluiten het experiment of proefproject te onderbreken indien hij van oordeel is dat de veiligheid niet gewaarborgd is

Art. 10. Aan het einde van de machtigingsperiode of van elke fase van het experiment of proefproject of wanneer het experiment of proefproject is voltooid, wordt door de projectdrager een volledig verslag opgesteld en ter validering aan het evaluatiecomité toegezonden. Het evaluatiecomité analyseert en zendt dit verslag toe aan de Minister.

Art. 11. De in artikel 7 bedoelde machtiging kan worden verlengd, maar de totale geldigheidsduur van de vergunning mag niet meer dan vijf jaar bedragen.

Indien de projectdrager na vijf jaar een nieuwe machtiging wenst, moet hij bij de administratie een exploitatieconcept indienen.

HOOFDSTUK 3. — Slotbepalingen

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de eerste dag na de maand van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 10 maart 2023.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

P. HENRY

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/43248]

22 JUNI 2023. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune modifiant l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 28 janvier 2021 portant exécution de l'ordonnance du 10 décembre 2020 relative à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées

Le Collège réuni de la Commission communautaire commune,

Vu l'ordonnance du 10 décembre 2020 relative à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées, notamment l'article 12, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 28 janvier 2021 portant exécution de l'ordonnance du 10 décembre 2020 relative à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées ;

Vu la proposition du Conseil de gestion de la santé et de l'aide aux personnes de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales du 28 février 2022 ;

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2023/43248]

22 JUNI 2023. — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 28 januari 2021 tot uitvoering van de ordonnantie van 10 december 2020 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden

Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Gelet op de ordonnantie van 10 december 2020 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden, met name artikel 12, eerste lid;

Gelet op het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 28 januari 2021 tot uitvoering van de ordonnantie van 10 december 2020 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden;

Gelet op het voorstel van de Beheerraad voor Gezondheid en Bijstand aan Personen van de bicommunautaire Dienst voor Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijstand van 28 februari 2022;